

Samedi, le 12 mars 2011, manifestations « barouds d'honneur » à Madison, Wisconsin, et à Montréal

Dans les deux cas, la manifestation est appelée par le mouvement syndical contre leurs gouvernements étatique et national respectifs. Au Québec, la raison en est l'opposition à la politique fiscale de tarification et à celle budgétaire d'austérité. Au Wisconsin, anticipant les lendemains qui déchantent au Canada et au Québec, s'ajoute le rejet de la casse des syndicats du secteur public. Dans les deux cas, un même baroud d'honneur de directions syndicales qui ont jeté la serviette pour maintenir jusqu'à l'absurde leur politique de collaboration de classe dit « partenariat » aux ÉU et « concertation » au Québec.

Une différence essentielle cependant. Aux États-Unis, les directions syndicales ont saboté, pour l'instant, de concert avec les Démocrates une incroyable explosion de mobilisation qu'on n'attendait plus. Au Québec, il s'agit plutôt d'une incroyable mascarade d'une capitulation que les bonzes syndicaux ont réussi à imposer aux membres des syndicats du secteur public malgré la résistance réussie d'une poignée de syndicats, dont les plus importants de Montréal et de l'Outaouais, suivi d'un abandon des luttes syndicales les plus en pointe du secteur privé, celles du Journal de Montréal et de Wall-Mart.

Aux ÉU, ce sabotage ne pouvant être caché, la coalition des Directions syndicales et des Démocrates crée une diversion électoraliste pour le rappel des élus républicains. Au Québec, l'insuffisant niveau de mobilisation de la base syndicale a permis sa quasi complète occultation grâce à l'omerta des médias tant de la droite, ce qui n'a rien de surprenant, que de la gauche parce qu'inféodée à la coalition des bureaucraties syndicales et de la direction sociale-libérale de Québec solidaire.

L'article ci-après fait un bilan, espérons temporaire, de la lutte héroïque des syndiqués du secteur public du Wisconsin. On constatera, toute chose étant égale par ailleurs, le parallélisme des analyses et des enjeux entre cette lutte paroxystique et celle avortée du Québec et la signification rapprochée, et les mêmes limites et ambiguïtés, des grandes manifestations du 12 mars tant à Madison qu'à Montréal.

Marc Bonhomme, 12 mars 2011

Il est maintenant temps de se battre

Éditorial de SocialistWorker.org du 11 mars 2011

À moins que les syndicats du secteur public ne commencent à utiliser leur pouvoir, ils seront écrasés par les politiciens de l'état agissant à titre de commando pour les grandes entreprises.

La réputation du gouverneur du Wisconsin, Scott Walker, est assurée. Il est connu à travers le pays comme un maniaque anti-travailleur qui est prêt à prendre tous les moyens — légaux ou non, moraux ou non, démocratiques ou non — pour briser les syndicats d'enseignants, d'infirmières et des travailleurs de la santé, des travailleurs sociaux et plus encore.

Walker et ses collègues républicains pensaient qu'ils pouvaient tout se permettre quand ils ont pris le pouvoir avec des majorités dans les deux chambres de la législature. Mais ils n'attendaient pas la prompte et furieuse réaction quand Walker a appelé une session extraordinaire de l'Assemblée législative et a proposé un « projet de loi budgétaire de réparation » dont chaque point correspondait à la liste de souhaits de la droite, de sabrer dans les dépenses pour les programmes de soins de santé pour les pauvres à la quasi-élimination de la négociation collective pour les syndicats du secteur public.

L'occupation du Capitole de l'état stimulée par l'initiative des enseignants de Madison se déclarant malade s'est propagée à travers l'état poussant les sénateurs démocrates à fuir, niant aux Républicains le quorum nécessaire pour qu'ils adoptent par un coup fourré leur législation. A suivi les journées de protestation tandis que Walker et ses partisans se plaignaient dans les médias des "voyous" syndicaux qui les empêchaient de procéder.

Puis, sans prévenir, cette semaine, Walker a largué sa bombe. Les Républicains du Sénat ont mis à part les dispositions anti-syndicales et d'autres mesures qui ne portaient pas spécifiquement sur les questions financières, leur permettant de tenir un vote sans exigence de quorum.

Les Républicains ont été capables de tenir un vote en vertu des règles du Sénat. Mais la prétendue justification pour éliminer les droits syndicaux des travailleurs du gouvernement — que cela était nécessaire pour éliminer le déficit budgétaire de l'état — ne tenait plus. Walker et les Républicains se sont révélés pour ce qu'ils sont : rien de plus que des anti-syndicaux agissant au service de leurs clients de l'entreprise privée.

Le projet de loi a franchi l'étape du Sénat le mercredi soir, et celle de l'Assemblée le lendemain, laissant au mouvement massif et dynamique qui s'était soulevé contre Walker un défi — celui d'intensifier la lutte ou renoncer après avoir perdu sur tous les plans.

Le mouvement syndical joue son va-tout. Si vous parlez assez longtemps à un militant syndical vétérinaire, il vous dira : Nous n'aurions jamais dû laisser le président Ronald Reagan s'en tirer avec la suppression de 11 000 contrôleurs du trafic aérien en faisant disparaître leur syndicat PATCO. Le mouvement syndical ne s'est pas rallié à la défense de PATCO — et très rapidement, d'autres syndicats se sont retrouvés dans le collimateur.

Trente ans plus tard, nous sommes dans une crise semblable avec la législation du Wisconsin défendue par Walker, laquelle va détruire toute pouvoir significatif pour les syndicats du secteur public. Mais, comme ce fut le cas avec la défaite de PATCO, les dirigeants syndicaux essaient par tous les moyens d'éviter ce qui est devenu un incontournable choc à enjeux élevés entre le capital et le travail.

Les syndicats seront à l'avant d'une grande manifestation prévue pour ce samedi le 12 mars devant le Capitole. Cependant, les responsables syndicaux se sont tournés vers la stratégie électorale du rappel des sénateurs républicain de l'état — dans l'espoir que, dans plusieurs mois, assez de Démocrates deviendront sénateurs pour renverser la loi anti-syndicale.

Les sénateurs républicains doivent certainement être rappelés — et Walker aussi. Mais la raison pour laquelle les syndicalistes et les personnes éprises de justice à travers le pays mettent leur espoir sur ce qui se passe au Wisconsin n'est pas à cause de la stratégie du

droit de rappel — mais à cause de la mobilisation massive qui a arrêté net Walker et compagnie et qui a électrisé le pays avec son esprit, son inventivité et sa détermination. C'est là que réside le pouvoir de la contre-attaque, pas dans les urnes.

Les fonctionnaires syndicaux sont à démobiliser et à désarmer ce mouvement au moment même où les travailleurs ont besoin d'intensifier la lutte ou de perdre des décennies d'acquis syndicaux. Si les hauts représentants syndicaux sont incapables ou refusent de faire face à cette tâche, alors un nouveau leadership doit prendre la relève — composée de militantes et militants et de dirigeants syndicaux locaux n'ayant pas peur de prendre des risques.

Comment en est-on arrivé là ?

Comment expliquer la paralysie de la direction syndicale ? L'apparition soudaine d'un mouvement ouvrier de masse spectaculaire et inspirant aurait dû suffire à donner au dirigeant le plus prudent un peu de courage.

Après que Walker eut annoncé ses propositions anti-syndicales par son « projet de loi budgétaire de réparation » proposée le 11 février, la première d'une série de grandes manifestations a eu lieu quatre jours plus tard pour embrayer en vitesse supérieure lorsque les enseignants se sont déclarés malades le 17 février afin d'être le fer de lance du sit-in à l'intérieur du Capitole. Ensuite, leur fédération syndicale, le *Wisconsin Education Association Council* (WEAC), a appelé à une action similaire à l'échelle de l'état.

Cette démonstration de force des travailleurs a inspiré des dizaines de milliers de travailleurs à venir au Capitole sur une base quotidienne et de soutenir l'occupation de l'immeuble.

Mais dès le début, les dirigeants syndicaux ont été prêts à céder sur des questions importantes. Le directeur exécutif Marty Beil du Conseil 24 de l'*American Federation of State, County and Municipal Employees* (AFSCME) et la présidente de WEAC Mary Bell ont tous deux annoncé qu'ils accepteraient les coûts plus élevés pour les soins de santé et pour les pensions que Walker exigeait, légitimant ainsi l'idée que l'attaque du gouverneur était motivée par le désir de régler le déficit budgétaire.

Les dirigeants syndicaux n'ont pas non plus été très solidaires des autres travailleurs ciblés par le projet de loi, y compris les bénéficiaires de *Medicaid* et *BadgerCare*, un programme de soins de santé pour les personnes à faible revenu. Il n'est pas surprenant que beaucoup de syndiqués étaient mécontents que leurs dirigeants fussent prêts à signer pour des réductions de salaire affectant les syndiqués aussi longtemps qu'ils pourraient préserver le droit à la négociation collective — et la déduction automatique des cotisations syndicales — garantissant la rémunération et la sécurité d'emploi à plein temps des dirigeants syndicaux.

Une telle stratégie étroite et défensive était totalement injustifiée, d'autant plus compte tenu de l'élan de solidarité et de l'activité des membres à la base. Malgré cela, le refus persistant des 14 sénateurs démocrates de l'état de se présenter au sénat et un rassemblement massif de 100 000 personnes et plus le 26 février soulignait l'évolution de l'opinion publique contre Walker et en faveur des syndicats.

Mais durant les jours suivants, les syndicats se démobilisaient, retirant leur appui concret à l'occupation du Capitole et mettant l'accent sur des plans organisant le rappel. Ce tournant a donné aux Républicains une ouverture pour reprendre l'initiative. Faisant fi de la fiction que les dispositions anti-syndicales avaient quelque chose à voir avec les questions budgétaires, les sénateurs républicains de l'état ont mis à exécution leur

attaque sournoise le 9 mars.

Ce à quoi nous nous opposons

La stratégie des dirigeants syndicaux et du Parti démocrate est de rappeler huit sénateurs républicains de l'état — et, dans un an, Walker lui-même.

Cette même stratégie est promue au niveau national par le président Rich Trumka de l'AFL-CIO. « *Dites à vos législateurs des états ou des villes de laisser tomber les attaques contre la négociation collective — et que les politiciens qui ignoreront la volonté populaire devront en payer le prix dans les urnes* », a écrit Trumka.

Mais cela va rediriger la dynamique mobilisation de masse qui a émergé dans le Wisconsin vers une bataille électorale classique qui va traîner pendant des mois et des années — alors que des centaines de milliers de travailleurs du secteur public pourraient voir leurs syndicats brisés et leurs salaires et pensions déchiquetés dans l'immédiat.

C'est certainement ce que Walker a en tête au Wisconsin. La première cible est le Conseil 24 de l'AFSCME, qui représente les travailleurs d'état, et qui doit donc traiter directement avec le gouverneur. Walker a dit qu'il annulera la prolongation de contrat de ce syndicat le 13 mars, lui permettant ainsi d'imposer immédiatement les dures conditions de la nouvelle loi.

Cela inclut l'interdiction de la négociation collective sur autre chose que les salaires, qui seront limités au taux d'inflation de toute façon ; l'interdiction de la déduction automatique des cotisations syndicales ; les élections annuelles obligatoires afin de maintenir leur statut en tant qu'unités de négociation, et une réduction de salaire de 5 à 7 pour cent parce que les travailleurs seront contraints de payer 12.6 pour cent comme primes d'assurance maladie et de 5.7 pour cent en contributions pour les pensions.

Si le gouverneur est en mesure d'imposer ces conditions sans une réponse active et immédiate de la part du Conseil 24, le syndicat devra lutter pour sa survie financière, et encore plus pour défendre efficacement les travailleurs sur le lieu de travail quand le patron a le droit de les ignorer.

Et maintenant que Walker a obtenu ce qu'il veut, la saison de chasse contre les syndicats du secteur public est ouverte pour imposer des législations semblables en Ohio, en Indiana et à d'autres états. Les syndicats du secteur public, qui couvrent 36.2 pour cent de la main-d'œuvre de leur secteur, sont le dernier bastion du mouvement ouvrier étasunien. Si gouverneurs républicains et leurs bailleurs de fonds milliardaires ont le haut du pavé, ce nombre sera bientôt plus proche du 6.9 pour cent des travailleurs du secteur privé qui sont membres de syndicats.

L'assaut républicain contre les syndicats donne bonne apparence aux Démocrates — en particulier aux sénateurs du Wisconsin qui ont fui l'état plutôt que de permettre le passage de la législation antisyndicale. Mais c'est le prédécesseur démocrate de Walker, Jim Doyle, qui a coupé la rémunération des travailleurs de l'état en 2009 en imposant 15 jours de congé non rémunéré au cours des deux années suivantes. Sa ligne dure a empêché l'AFSCME d'avoir un contrat de plus de 18 mois, ce qui a donné à Walker la possibilité d'annuler les prolongations du contrat en place.

Au niveau national, les Démocrates veulent tout autant que les Républicains arracher des concessions aux travailleurs du secteur public. Menant la charge sont le gouverneur de Californie, Jerry Brown, et le gouverneur de New York, Andrew Cuomo, qui visent l'indemnisation des travailleurs du secteur public, notamment les pensions. Le président Barack Obama lui-même souscrit à cet assaut bipartisan d'austérité voulant un gel des

salaires de trois ans pour les employés fédéraux.

Si ces politiques anti-syndicales des Démocrates semblent modérées, c'est que par comparaison — parce que Walker et ses homologues dans l'Ohio, l'Indiana et le Michigan sont tellement acharnés à briser le pouvoir syndical.

Mais l'attaque contre les syndicats va bien au-delà de l'assaut d'austérité bipartisan. Dans le sillage de la récession, les employeurs et les politiciens cherchent à transférer le coût de la crise sur les travailleurs par des coupures profondes et permanentes à leur niveau de vie. Les dirigeants syndicaux y consentent pour conserver leur statut de « partenaires » avec les employeurs, quel que soit le coût pour la base.

Bell de WEAC et Beil de l'AFSCME ont apparemment espéré un résultat similaire au Wisconsin. En vendant des concessions à leurs membres, ils espéraient conserver leurs privilèges en tant que « partenaires » des gouvernements des états et locaux. Mais Walker, et la faction du capital qu'il représente, ne voient plus aucune utilité pour les syndicats — un point c'est tout. Ils ont conclu que les syndicats sont trop faibles pour riposter — et peuvent être détruits une fois pour toutes.

Qu'est-ce que nous pouvons faire

Les syndicats se sont associés à un éventail d'organisations pour demander un rassemblement massif le 12 mars. Mais cet événement sera-t-il utilisé comme un moyen pour préparer des actions sur le lieu de travail et des luttes, ou tout simplement sera-t-il un ralliement électoral pour rappeler les huit sénateurs républicains ?

Après tout, les rassemblements syndicaux de masse n'ont pas fait bouger Ronald Reagan, qui a ignoré les 250 000 syndiqués et leurs sympathisants qui avaient participé à la Journée de solidarité à Washington en 1981. Et les manifestations quasi-constantes pendant trois semaines par les syndiqués à Madison n'ont pas dissuadé Walker, qui bénéficie du plein appui de la grande entreprise.

En fait, les enjeux au Wisconsin sont encore plus élevés que pour la lutte de PATCO. Des mesures similaires dans d'autres états suivront bientôt, et les employeurs privés vont aussi augmenter leurs propres demandes de concessions. S'il y a jamais eu un moment pour les dirigeants syndicaux de lancer un appel tous azimuts à l'action, le voici.

Mais leaders syndicaux n'ont pas répondu à l'appel — et il n'y a aucun signe qu'ils le feront. Fait révélateur, le syndicat des enseignants qui s'étaient déclarés malades pour élever le niveau de la lutte, a recommandé d'aller travailler comme d'habitude après l'adoption du projet de loi anti-syndicale pendant qu'il se hâte à conclure un accord avant que le projet de loi ne devienne loi.

Une exception à cette abdication a été celle de Joe Conway, président du local 311 de Madison de l'*International Association of Fire Fighters*. Interrogé après le vote du projet de loi s'il soutenait l'appel à la grève générale, il a dit, « *Je suis tout à fait pour. Nous devrions commencer à sortir dès demain et le lendemain, et voir combien de temps ils peuvent durer.* »

Conway a incarné le sentiment répandu parmi les membres en colère des syndicats qui scandaient « grève générale! » lors de la manifestation dans la soirée du 9 mars, lorsque le Sénat de l'état a adopté la loi anti-syndicale. L'idée d'une grève générale a, en effet, été débattue depuis que Walker a annoncé son programme législatif. Le *South Central Federation of Labor*, le conseil du travail de la région de Madison, a voté en faveur d'une grève générale si elle était appelée et a lancé une campagne d'éducation auprès de ses affiliés.

Mais étant donné le faible niveau d'activité gréviste dans la dernière décennie, et la baisse globale du mouvement syndical au cours des 30 dernières années, il y a un écart entre le besoin largement ressenti d'action de masse et l'organisation nécessaire pour y parvenir. Un simple appel à une grève générale — peu importe qu'elle soit reçue avec enthousiasme — n'ira probablement pas très loin.

En outre, la ruée de la WEAC et de l'AFSCME de conclure des accords séparés et plein de concessions avant le vote de la législation anti-syndicale de Walker a affaibli la solidarité qui a donné naissance au mouvement. Dans ce contexte, le rappel pour des élections peut sembler la seule solution réaliste d'action pour le mouvement syndical — même si ça permettra la destruction incontestée de nombreux syndicats.

La tâche essentielle pour les militants syndicaux, alors, est de trouver des moyens de renforcer l'activité syndicale sur les lieux de travail qui peuvent à la fois mettre la pression sur la gestion tout en s'appuyant sur l'énergie du nouveau mouvement des travailleurs. Cela peut signifier, par exemple, l'organisation de piquets avant le travail et des marches le midi vers d'autres lieux de travail syndiqués. Une base active, organisée et combative peut exiger que la gestion négocie avec leur syndicat sur des questions clés, en dépit des lois de Walker.

Dans le même temps, les syndicats peuvent consolider les liens entre camarades qui ont émergé durant le mouvement en se joignant à des actions communes. Par exemple, les assistants d'enseignement du *Teaching Assistants' Association* de l'Université du Wisconsin ont mis sur pied un comité de grève pour se préparer à toutes les éventualités, et a promis de soutenir toute action par d'autres syndicats. Ce faisant, ils préparent le terrain pour le type d'action de solidarité qui peuvent résister à l'application des lois de Walker et commencer à les faire reculer.

Des milliers de militants syndicaux n'ont pas attendu les directions des dirigeants syndicaux quand ils se sont mobilisés pour protester ou mené des actions. Ils l'ont simplement fait — et ils ont créé de nouveaux réseaux militants, comme à Madison le *Kill the Whole Bill Coalition* et la campagne « Pas de coupures, pas de concessions » initiée par la *National Nurses United*. Ces efforts sont de taille modeste, mais sont néanmoins essentiels pour faire avancer le mouvement.

Le rythme et l'ampleur de la prochaine phase de la résistance aux lois Walker est impossible à prédire. Mais le potentiel d'organisation est clair — et la nécessité de le faire est urgente.

(Ma traduction de [Now is the time to fight](#), 11/03/11, site de SocialistWorker.org)